

CHS-CT DU 5 OCTOBRE 2015

COMPTE RENDU

En ouverture de ce CHS-CT Madame BOUVET qui présidait cette réunion a présenté Monsieur Paul RIOU, étudiant en IUT Hygiène et sécurité qui exercera pendant un an un contrat d'apprentissage sous le tutorat de Jacky JOLIVET, Assistant de Prévention de la DDFIP29.

Les représentants **F.O.-DGFIP29** après avoir souhaité la bienvenue à Monsieur RIOU ont rappelé la position de la Confédération **Force Ouvrière** qui soutient l'apprentissage, dispositif permettant à des jeunes de 16 à 25 ans d'obtenir une qualification professionnelle validée par un diplôme national.

Pour autant, nous avons pu aussi exprimer nos réserves par rapport à cette commande gouvernementale de réaliser un objectif de 500 000 jeunes en apprentissage en y associant les administrations et les établissements publics de l'État.

A la DGFIP, ces contrats ne déboucheront pas sur un emploi, et il est à craindre qu'au delà des calculs politiques de faire baisser les chiffres du chômage, ces jeunes servent aussi à pallier aux carences d'effectifs dans les services.

Situation de la Trésorerie de Pleyben :

Suite à notre demande exprimée dans notre déclaration liminaire, la situation de la Trésorerie de Pleyben a été examinée en ouverture de ce CHS-CT.

Comme indiqué dans notre déclaration, nous avons rappelé que nous attendions des réponses concrètes en ce qui concerne la protection des personnels profondément choqués par l'attaque à main armée du 30 juillet dernier.

A l'issue de la visite de l'inspectrice santé et sécurité au travail, plusieurs solutions avaient été envisagées, notamment la mise en place d'un dispositif de contrôle de l'accès de la porte intérieure depuis le guichet, mais aussi la possibilité de vitrer la totalité du guichet sur toute la hauteur en supprimant le portillon d'accès.

Madame BOUVET a rappelé les nombreuses lacunes de sécurité présentées par la configuration immobilière de Pleyben. En réponse à nos interrogations sur le devenir du poste, elle a confirmé avoir rencontré les élus du canton de Pleyben afin d'envisager la relocalisation du Poste sur le centre de Châteaulin, le calendrier de ce projet s'il devait être mené à son terme se situerait aux environs de mars ou avril 2016.

Pour F.O.-DGFIP29 il est manifeste que l'attaque du 30 juillet dernier participe à l'accélération de ce projet de déménagement et qu'une fusion juridique de Châteaulin avec Pleyben se profile à terme. Dans cette instance du CHS-CT, F.O.-DGFIP29 et les autres OS ont exprimé leur position de voir des mesures de protection prises dans les meilleurs délais pour les locaux de Pleyben et notamment celles axées sur le dispositif de sécurisation du sas d'entrée, de vitrage du guichet et de condamnation du portillon à remplacer par une porte.

La Directrice a pris acte de l'avis et de la demande exprimée par le CHS-CT, elle a par ailleurs évoqué le plan d'action national de la DGFIP visant à réduire, voire à supprimer les paiements en espèces aux guichets de la DGFIP.

Pour F.O.-DGFIP29 ces orientations démontrent une fois encore les ambitions de la DGFIP de poursuivre l'affaiblissement des missions de service public jusqu'à leur extinction notamment en zone rurale.

Sur le plan de la sécurité des autres unités départementales, nous avons demandé à la Direction quelles étaient les structures qui avaient été remontées à la DG au titre du Plan Urgence Sécurité 2016.

Si les Centres de Brest Duquesne, Quimper Ty Nay et Pont Croix vont y figurer, il n'en demeure pas moins que bon nombre de Trésoreries présentent des configurations relativement proches de celle de Pleyben et pour **F.O.-DGFIP29**, la sécurité des agents ne doit pas être sacrifier au prétexte d'un contexte budgétaire toujours plus contraint !

Point sur l'exécution budgétaire 2015 :

En réponse à nos interrogations portant sur le fait que des opérations importantes du programme d'actions 2015 n'étaient pas engagées, la Direction a évoqué les contraintes des marchés régionaux assortis de bordereaux de prix unitaires par corps de métiers, ce qui conduit à ce ce bon nombre de devis soient « retoqués » dans un premier temps.

Accueil TY NAY : La dernière mouture des plans est annoncée en semaine 42, la Direction indique que l'objectif de réalisation des travaux est fixé à fin novembre ou début décembre prochain. Coût des travaux : 20 000 €.

Accueil Landivisiau : A noter une augmentation significative (+ 11 000 €) du montant des travaux prévu initialement, l'opération porte sur la réfection totale du rez de chaussé (banque en estrade, sols, éclairages, faux plafonds acoustiques), le début des travaux est annoncé comme imminent par l'Administration. Coût des travaux : 27 309,58 €.

Solutions acoustiques SIP de Brest : Suite aux études menées par l'antenne immobilière de Nantes, des dispositifs de cloisonnettes positionnées à l'arrière des bureaux et de baffles acoustiques verticales aux plafonds sont envisagés. Coût des travaux : 15 792 €.

Accueil Saint Renan : Cette nouvelle opération non prévue au budget initial, porte sur le règlement de problèmes de sécurité, d'ergonomie et d'accessibilité à l'accueil. Le rehaussement de l'accueil est envisagé pour une amélioration des conditions de travail des agents. Coût des travaux : 8 000 €.

Formations : Une formation se rajoute aux formations initialement programmées au budget, elle est intitulée ; « *adapter son comportement face au vol à main armée* ». Déjà mise en œuvre dans le département du Morbihan, cette formation est destinée aux agents d'accueil potentiellement exposés et notamment les caissiers. Coût de la formation : 1 740 € .

Les travaux d'amélioration de l'accueil de Lesneven initialement budgétisés pour 18 000 € et destinés notamment au rehaussement de la banque d'accueil (40 m²) , le remplacement des faux plafonds par des dalles acoustiques, l'amélioration de l'éclairage et la rénovation des peintures, sont reportés en raison d'un dépassement de l'enveloppe. (programmée : 18 000, nouveau montant : 34 895 €).

En l'absence d'éléments d'analyse (plans, devis), **F.O.-DGFIP29** et l'ensemble des OS se sont abstenues en ce qui concerne les modifications apportées à ce budget.

F.O.-DGFIP29 a rappelé à la Direction sa demande actée en CHS-CT du 24 mars 2015 de voir intégrer, comme l'année dernière, une information sur les risques psychosociaux, initiative qui avait été suivie à l'époque par une quarantaine de collègues en novembre 2014.

Nous avons rappelé à ce titre les coordonnées du Docteur DURAND MOREAU, médecin du travail au CHU de Brest, et qui est amené à intervenir sur les sujets liés aux risques psychosociaux : le stress au travail, les violences externes et internes.

Bilans des exercices incendies :

En 2015, les sites importants du département ont pu pratiquer les exercices d'évacuation, la norme de deux exercices par an sur les structures de plus de 50 agents ayant été respectée.

La particularité de Brest CHU a été évoquée, dans la mesure où l'hôpital fait procéder à des exercices d'alarme sans évacuation. Le mode opératoire dans ce type d'établissement consistant à évacuer les services en mode horizontal dans un volume sécurisé a pu être rappelé aux agents du site.

Concernant le bilan 2015, le constat est malheureusement fait que la plupart des petites unités ne procèdent pas aux exercices incendies malgré les préconisations de l'assistant de prévention. Le CHS-CT s'est interrogé quant à la nécessité d'envisager des mesures coercitives s'agissant de sujets touchant à la sécurité des agents. Dans l'immédiat la Direction va rappeler aux chefs de services leurs obligations en la matière, à l'occasion de la prochaine campagne DUERP.

Dans le cadre de son contrat d'apprentissage Monsieur RIOU se verra confier la réalisation d'un outil synthétique susceptible de retracer la vie des immeubles de la DGFIP. (ascenseurs, exercices incendies, normes électriques...etc).

Etudes des fiches Hygiène et sécurité, accidents et signalements :

Depuis le dernier CHS-CT du 29 juin dernier, aucune fiche navette CHS-CT n'a été remontée à l'Assistant de Prévention. **F.O.-DGFIP29 invite les collègues à ne pas s'auto censurer sur l'utilisation de ces fiches qui permettent de formaliser certains problèmes matériels dans les services dans le but d'y apporter des solutions concrètes.**

Sept fiches accidents étaient soumises à l'examen du CHS-CT ; 3 avaient pour origine l'attaque à main armée survenue à Pleyben, 3 autres des chutes survenues dans les services, et une dernière concernait un accident de trajet.

F.O.-DGFIP29 a souligné l'attention particulière à porter à la récurrence des chutes, celle survenue à Châteaulin devrait entraîner l'installation d'une rampe d'escalier.

Concernant les fiches signalements, le CHS-CT a attiré l'attention sur le nécessaire suivi psychologique des agents de Pleyben. A ce sujet, le Médecin de Prévention a fait état des réticences émises par la centrale pour prendre en charge les consultations de psychologue, praticien non reconnu comme médecin spécialisé. Le CHS-CT n'a pu que déplorer cette difficultés faites aux agents de Pleyben qui n'avaient vraiment pas besoin de supporter en plus ce genre de tracasseries inutiles !

Présentation des fiches d'impacts sur les projets de restructurations :

Lors du Comité technique du 2 juillet dernier **F.O.-DGFIP29** avait demandé que l'impact des restructurations envisagées (fermeture de la Trésorerie de Ploudalmézeau, transfert de missions de Saint Renan à Brest CHU, transfert du SIE de Douarnenez à Quimper, fusion des SIP à Brest) puisse être soumis à l'avis du CHS-CT en ce qui concerne les conséquences portées aux conditions de travail des agents.

Si la méthode d'évaluation de l'impact des restructurations peut sembler a priori intéressante, l'analyse produite par l'Administration manque à nouveau singulièrement d'objectivité.

Globalement, la Direction estime que les restructurations ont des impacts très limités sur les conditions de travail des agents et que dans certains cas les projets reçoivent leur consentement...

Pour F.O.-DGFIP29 le ressenti des collègues est beaucoup plus à mettre sur le compte de la résignation que de l'acceptation. Pour beaucoup, exercer les missions avec les moyens adéquats serait certainement une bien meilleure issue que des restructurations qui n'aurent d'autres finalités que de tenter d'absorber les prochaines suppressions d'emplois !

F.O.-DGFIP29 a fait aussi remarquer que les charges de travail liées notamment à certains transferts de mission n'étaient pas évaluées et que la déstabilisation de certains services n'est pas à exclure, ce qui d'ailleurs a pu être constaté lors de précédente opérations de ce type entre les Trésoreries de Lanmeur et celle de Morlaix Municipale entre autres.

En réponse à nos interrogations sur l'intégration physique des agents du SIE de Douarnenez dans les locaux du CFP de Quimper Ty Nay, la Directrice nous laisse entrevoir une refonte totale du contrôle fiscal de notre direction. Elle a évoqué une fusion entre tout ou partie des pôles CE, les brigades FI, les FIE et peut être quelques collègues des cellules CSP, la réflexion ne serait pas close dans ce dossier qui s'inscrit dans le cadre de la généralisation en 2016, des Pôles de contrôle des revenus/patrimoine (PCR/P).

Tableau de veille sociale 2014 :

Ce tableau qui comporte bon nombre d'indicateurs est censé alerter la Direction sur des situations dégradées dans les services et apporter une restitution aux représentants des personnels. A l'origine semestriel, ce tableau est désormais présenté aux OS une fois par an.

Concernant 2014, nous constatons une augmentation significative des indicateurs liés aux nombre de jours de **maladie ordinaire (+10%)** dont une part importante concerne **les arrêts inférieurs à 5 jours (+30%)**.

Concernant les jours de congés annuels ou de RTT mis en **compte épargne temps, l'augmentation de +20% est également significative.**

A nouveau, nous déplorons que l'Administration manque d'objectivité en évoquant ces chiffres : *« ces situations ne révèlent pas de dégradations particulières... ces indicateurs sont en légère hausse... ».*

Pour F.O.-DGFIP29, ces indicateurs en nette augmentation, révèlent bien au contraire une dégradation des conditions de travail, dont l'origine demeure principalement la réduction massive des effectifs ces dernières années !

Privé de cet indicateur optionnel et de restitutions par services que seule la Direction a entre les main, ce TBVS perd toute forme d'intérêt et on peut même se demander s'il n'est pas devenu un outil utilisé par l'Administration pour préparer tous les ans son plan départemental de suppressions d'emplois !

Questions diverses posées par F.O.-DGFIP29 :

Transport de fonds : Dans le cadre du point à l'ordre du jour sur la nouvelle convention négociée avec le réseau Postal, **F.O.-DGFIP29** avait lors du Comité technique local du 2 juillet dernier, soulevé la problématique du transport de fonds effectué par les agents de la DGFIP avec leurs véhicules personnels entre les sites de la Poste devenus non éligibles et les bureaux acceptant les dépôts de fonds. Si un assureur autorise un agent à utiliser son véhicule dans un cadre professionnel, nos informations prouvent que cette assurance ne le couvre pas pour transporter de l'argent public. Face à notre interrogation déjà évoquée le 29 juin en CHS-CT, la Direction nous avait indiqué saisir la Direction Générale sur le sujet.

Durant l'été, plusieurs Maires en zone rurale s'étaient d'ailleurs aussi inquiété de cette convention de mars 2014 entre la DGFIP et la banque postale et de ses conséquences pour les employés de mairie régisseurs, transportant des fonds au volant d'un véhicule.

Lors de notre intervention dans cette séance du 5 octobre 2015, nous avons évoqué **le droit de retrait que les agents peuvent mettre en avant au regard de cette mission qui devrait être confié à des professionnels.** La Direction nous a répondu que cette option était légitime mais qu'elle ne s'appliquait pas aux chefs de services. Par ailleurs la Direction nous a indiqué que la Centrale n'avait pas donné suite à la question de savoir si les agents étaient assurés lors de ces opérations, ce qui n'est guère rassurant y compris pour les chefs de services !

Dans le prolongement de ce débat, la Directrice a fait référence au plan d'action national de la DGFIP visant à réduire au maximum le versement et le maniement du numéraire à nos guichets.

Les actions prévues s'articulent autour de la centralisation des versements de régisseurs sur un site unique, de la création de caisses uniques sur une même résidence et de l'expérimentation de sites sans numéraire.

L'Administration lance donc la « caisse sans sous », décidément on n'arrête pas le progrès !!

Trésorerie de Quimper Centre Hospitalier : En amont de ce CHS-CT, nous avons pu alerter l'Assistant de prévention sur les dysfonctionnements liés à la sécurité à l'accueil du centre de Pilven, et notamment l'absence de dispositif d'alarme depuis la mise en place de la caisse commune, la défaillance d'un verrou de sécurité sur la porte de service, et le terminal bancaire hors

service ce qui à l'heure où l'administration cherche par tous les moyens à développer les moyens de paiement automatisés nous avait paru pour le moins surprenant !

Ces sujets étant solutionnés ou en cours de l'être, nous avons aussi relayé l'inquiétude des agents quant à l'éventuelle présence de radon au niveau -1 du bâtiment. Sur ce point Jacky JOLIVET, Assistant de Prévention a indiqué que cette opération de mesures du radon relevait d'une expertise scientifique très précise et que en s'appuyant sur un cabinet d'expert, il allait pouvoir donner une suite rapide à cette affaire. Enfin, nous avons évoqué aussi la problématique de l'annuaire pages jaunes qui à la rubrique « Centre des Finances Publiques de Quimper » mentionne systématiquement les Trésoreries municipale et CH ce qui génère bon nombre de coups de fils de contribuables que les collègues doivent rediriger sur les SIP. La Direction a pris note en indiquant cependant les difficultés rencontrées par le passé pour faire évoluer ces publications en ligne.

Trésorerie de Brest Municipale : La perte de l'activité OPH qui sera gérée en comptabilité commerciale à compter du 1^{er} janvier 2016, a eu notamment pour conséquence de conduire la Direction à envisager le déménagement de la Trésorerie de Brest Municipale dans les locaux du pôle gestion publique de Brest. En réponse à nos questions quant à l'avancement de ce projet, la Direction a indiqué que la validation des plans concernant les réaménagements des locaux étaient dans l'attente de validation des chefs de services. Dans le prolongement des sujets évoqués sur le transport de fonds, l'Administration nous a indiqué qu'elle envisageait la mise en place d'une caisse unique sur le site. Nous avons pu aussi confirmer les problèmes thermiques qui subsistent de longues dates sur ce bâtiment notamment en façade nord, sujet qui a été noté par la Direction.

Centre des Finances de Quimperlé-Trésorerie : Les travaux effectués dans les locaux de la Trésorerie ont permis une amélioration globale de l'environnement de travail ; Pour autant ces améliorations ne règlent pas les conséquences liées à l'installation de 12 agents sur un même plateau et notamment les inévitables nuisances phoniques.

Dans un tel contexte nous avons relayé la demande des personnels, afin qu'une solution notamment de cloisonnement puisse améliorer le contexte actuel. La Direction s'est engagé à retourner sur le site dans le but d'échanger avec les collègues pour leur apporter une solution adaptée.

Cité Administrative de Brest : La réinstallation de l'accueil de la cité administrative de Brest ainsi que les nombreux travaux liés à l'accessibilité du bâtiment ont pris du retard. En réponse à nos interrogations sur ce calendrier, la Direction a indiqué que la phase de démarrage du chantier devrait se situer en début d'année 2016.

Centre des Finances de Morlaix : l'avancement des travaux au centre du Pouliet devrait conduire à la réinstallation de l'accueil dans sa configuration initiale fin décembre 2015 ou début janvier 2016. Dans cette optique, le restaurant administratif devrait également retrouver sa dimension d'origine. La Direction nous a indiqué que le 12 octobre prochain, le préfet du Finistère se rendra dans l'après-midi au Centre des Finances pour faire le point sur les conditions de travail et de sécurité actuelles et aussi sur les travaux de sécurisation envisageables.

Lors de la rencontre que nous avons eue avec le Préfet du Finistère à Quimper le 23 septembre 2014, nous avons à l'époque mis en avant la nécessaire sécurisation du périmètre jouxtant le Centre des Finances de Morlaix, malheureusement systématiquement pris pour cible ces dernières années.

Extension de la Direction Couchouren Quimper : Le projet d'extension du bâtiment de la DDFIP rue Couchouren avance doucement (Avant Projet Définitif) , rappelons qu'il a vocation à terme de reloger les services encore situés Rue des Régulaires.

Vos représentants F.O.-DGFIP29 en CHS-CT : Florence JAVELOT (EDR, Secrétaire du CHS-CT) ; Patrick VELIN (SIP Quimper Ouest) ; Murielle MORICCI (SIP Quimper Est) ; Erick GUERRY (Permanent F.O.-DGFIP).

**N'HÉSITÉZ PAS A SAISIR
VOS REPRÉSENTANTS F.O.- DGFIP29
SUR TOUS LES SUJETS TOUCHANT
A VOS CONDITIONS DE TRAVAIL
fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr**